

## **Pour des forêts vivantes, il est temps de changer nos pratiques sylvicoles**

Depuis plus de deux mois, des habitant.e.s du Plateau de Millevaches sont mobilisé.e.s pour empêcher la coupe rase d'une forêt de feuillus sur la commune de Tarnac en Corrèze. **Le cas du dénommé Bois du Chat est devenu emblématique des enjeux liés à la question forestière**, sur la Montagne limousine comme sur d'autres territoires boisés. En zone Natura 2000 et à ce titre désignée comme lieu de protection d'un certain nombre d'habitats et d'espèces, sur les pentes fortement sensibles à l'érosion des bords de Vienne, cette forêt est destinée à être totalement rasée pour laisser place à une plantation de résineux. **Les politiques actuelles, à l'instar du [Plan de relance](#), qui promet de « faire la France de demain », encouragent ces pratiques en subventionnant massivement l'enrésinement des forêts françaises, suivant le modèle industriel des monocultures et coupes rases.** Ce sont pourtant des pratiques que nous aimerions dire « d'un autre âge » ; nous savons aujourd'hui qu'elles participent à la dégradation des sols, des milieux, de la biodiversité et qu'elles fragilisent de manière dramatique les précieuses ressources en eau.

Dans le cas particulier du Bois du Chat, de nombreux recours ont été tentés pour protéger cette forêt spontanée de chênes et de hêtres : rassemblements populaires, associations naturalistes attestant la présence d'espèces protégées, actions juridiques visant les irrégularités de certains aspects du chantier, proposition à l'initiative du Parc naturel régional de Millevaches de la signature d'un contrat protégeant la forêt et assurant une compensation financière à la propriétaire. Mais cette dernière, ayant refusé l'offre pourtant généreuse, tente de passer en force et d'imposer une reprise du chantier. Le tout avec le concours de la préfecture de la Corrèze qui, ignorant délibérément le caractère parfaitement non-violent de toutes les actions menées, agite désespérément la dérisoire menace de « l'ultra-gauche » et empêche par arrêté l'accès aux routes et chemins menant au bois, invoquant un « risque de trouble à l'ordre public ».

Malgré tout cela, la détermination des habitant.e.s reste entière et le chantier n'a pu reprendre, le Bois du Chat est encore debout. Cette mobilisation est aujourd'hui relayée par de nombreux médias : en plus de la presse locale ([La Montagne](#), [France bleu](#), [France 3](#), [TéléMillevaches](#)), des médias nationaux comme [Mediapart](#) et [Reporterre](#), ainsi que l'association [Canopée](#), donnent un écho retentissant à cette lutte.

**Car, au-delà de « sauver le Bois du Chat », l'enjeu est de faire évoluer la réglementation nationale** pour faire adopter des pratiques forestières respectueuses des humains et des milieux, comme c'est le cas chez nombre de nos voisins européens. Les schémas de gestion sylvicole régionaux, qui pour l'heure autorisent ces pratiques, sont en renégociation en ce moment même, il serait temps en 2023 d'y intégrer les volets biodiversité promis par l'État pour 2021. Une mission d'information de l'Assemblée Nationale travaille actuellement sur l'adaptation au changement climatique de la politique forestière et la restauration des milieux forestiers. **Nombre d'acteurs de terrain, professionnels de la forêt, portent eux-mêmes un regard critique sur des pratiques destructrices qui fragilisent leur métier à long terme et l'essence même de leur mission.** Une large part de la population n'accepte plus ni la destruction du vivant, sacrifié sur l'autel d'une raison économique de court terme ni la tentative à l'œuvre de criminalisation des luttes écologistes qui ne pourra enrayer le changement profond appelé par l'opinion publique aujourd'hui.

**Face à la catastrophe climatique et à la chute désastreuse de la biodiversité, les forêts sont nos alliées et il est urgent de reconsidérer la politique forestière dans son ensemble, c'est pourquoi nous demandons :**

**L'arrêt définitif du chantier de coupe rase au Bois du Chat**

**Un moratoire immédiat sur les coupes rases de forêts de feuillus**

**La fin des politiques publiques encourageant un système industriel basé sur la monoculture et la coupe rase programmée**